

Kramer Levin Snapshot est une newsletter bi-mestrielle visant à vous informer de l'activité des avocats de Kramer Levin à Paris tant en matière de publication d'articles que d'animation de conférences. Nous attirons votre attention sur le fait que certains titres sont cliquables et vous donnent accès à l'intégralité des informations présentées. S'agissant des titres non cliquables, merci de bien vouloir nous contacter.

Mai 2019

Mars-Avril 2019 – Articles

Banque & Finance

Hubert de Vauplane – Banks can't snub crypto startups thanks to France's New Blockchain Law, in CoinDesk d'avril 2019

« Hubert de Vauplane, a partner at law firm Kramer Levin Naftalis & Frankel, said life insurance offices may have the possibility to invest in crypto thanks to the new PACTE law, but honestly, at this time it is theoretical. De Vauplane highlighted practical impediments such as a lack of institutional grade custody solution for crypto assets. He also pointed out that certain types of funds under EU regulation (Alternative Investment Funds or AIFs) and French law are allowed to hold assets registered within a blockchain, including crypto assets »

Hubert de Vauplane - Stablecoins : Nouvel actif ou miroir aux alouettes ?, in Revue Banque n°831 d'avril 2019

« Un stablecoin est un actif crypté dont la valeur est liée à une devise, un actif réel, ou même un autre crypto-actif selon une parité fixe. Les projets de création de stablecoins se sont multipliés ces derniers mois. Reste à identifier leur qualification juridique »

Pierre Storrer – Vers une révision du règlement (CE) n°924/2009 du 16 septembre 2009 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union, in Revue Banque n°831 d'avril 2019

« Baisse du coût des paiements transfrontières et transparence des opérations de conversion monétaire : telles sont les deux modifications majeures du règlement 924/2009 »

Pierre Storrer – De la DSP1 à la DSP2 : d'un modèle à l'autre, in Revue Banque n°831 d'avril 2019

« Alors que la DSP1 avait donné naissance au modèle original du compte sans banque, la DSP2 ouvrirait plutôt l'ère de la banque sans compte »

Hubert de Vauplane, Victor Charpiat et Mathieu Hejduk – Chambers Fintech 2019 France : Law and Practice du 26 mars 2019

« According to recent studies, there would be between 350 and 500 active FinTech companies in France, most of them founded less than two years ago. France's attractiveness is encouraged by various factors, such as the support of regulatory agencies and public authorities to the FinTech industry, the quality of French engineers, and the wide network of start-up incubators and accelerators. The French FinTech scene now covers a wide range of businesses »

Thierry Bonneau - Responsabilité des émetteurs en raison des lacunes du prospectus, in Revue de Droit Bancaire et Financier n°1 du 15 mars 2019

« L'article 5, point 3 du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil, du 22 décembre 2000, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, doit être interprété en ce sens que, dans une situation, telle que celle en cause au principal, dans laquelle un investisseur introduit une action en responsabilité délictuelle dirigée contre une banque ayant émis un certificat dans lequel celui-ci a investi, du fait du prospectus relatif à ce certificat, les juridictions du domicile de cet investisseur sont, en tant que juridictions du lieu où le fait dommageable s'est produit, au sens de cette disposition, compétentes pour connaître de cette action, lorsque le dommage allégué consiste en un préjudice financier se réalisant directement sur un compte bancaire dudit investisseur auprès d'une banque établie dans le ressort de ces juridictions et que les autres circonstances particulières de cette situation concourent également à attribuer une compétence auxdites juridictions »

Thierry Bonneau - Le TUE et la CJUE, des acteurs essentiels pour le secteur bancaire et financier, in Revue de Droit Bancaire et Financier n°1 du 15 mars 2019

« 2018 aura été marquée par le nombre des décisions rendues par le Tribunal de l'Union européenne (Trib. UE) et par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) : une dizaine pour le premier et environ une vingtaine pour la seconde. Une hausse sensible puisqu'à notre connaissance, et donc sauf oubli, il y en avait en 2017 moins de 5 pour le Tribunal et moins de 10 pour la Cour. Hausse qui n'est pas étonnante en raison du nombre croissant des textes tant des niveaux 1 (adoptés selon la procédure de co-décision par le Parlement européen et le Conseil) et 2 (adoptés par la Commission européenne) et que de niveau 3, ce qui vise la *soft law* produite par les Autorités européennes de surveillance »

Thierry Bonneau – Rapport de synthèse, in Revue de Droit Bancaire et Financier n°1 du 15 mars 2019

« Le banquier, ou si l'on préfère une terminologie plus technique, l'établissement de crédit, a-t-il des fonctions sociales ? La question est assez provocatrice comme l'a souligné Monsieur Michel Sapin car le monde bancaire, dominé par l'argent et la rentabilité, semble hermétique à toute autre valeur, et notamment à la gratuité, ce qu'a souligné Madame Caroline Houin-Bressand. Cela peut se comprendre

« puisque les crédits sont par hypothèse consentis à titre onéreux et que la banque est une entreprise comme les autres, à la recherche du lucre (et des clients aisés de préférence aux clients modestes), tout au moins si l'on s'en tient à la jurisprudence européenne relative aux dispositions des traités concernant les ententes et les abus de position dominante, cela malgré son rôle dans la distribution du crédit et sa contribution au financement de l'économie »

Gilles Kolifrath, François Poudelet, Eric David, Jérôme Blanchet, Linda Sharkey et Gaëlle Libouban - Banking, Finance & Insurance Letter - Janvier-Février 2019 du 14 mars 2019

« Gilles Kolifrath, François Poudelet, Eric David, Jérôme Blanchet, Linda Sharkey and Gaëlle Libouban authored a Client Letter on the latest developments in capital markets, compliance, collective management, Brexit and insurance »

Hubert de Vauplane - Après les ICO, le temps des STO ?, in Revue Banque n°830 de mars 2019

« Si l'année 2018 a été celle des ICO, avec l'émission d'un grand nombre de tokens dits utilitaires, les STO pourraient prendre le relais pour les années à venir »

Pierre Storrer, Gilles Kolifrath, Marco Plankensteiner et Thierry Bonneau - Les données à l'heure de la DSP2 et du RGPD, in Banque et Droit Hors-série de mars 2019

« Le droit à la portabilité prévu par le RGPD conduit à un partage de données des établissements de crédit avec d'autres prestataires de services bancaires. Il rejoint ainsi le partage des données imposé par la DSP2 »

Pierre Storrer - L'arrêt Paysera de la CJUE : une contribution bienvenue au droit de la monnaie électronique, in Revue Banque n°830 de mars 2019

« Premier arrêt (à notre connaissance) de la Cour de justice de l'Union européenne en matière de monnaie électronique, et quel arrêt ! »

Concurrence, Distribution, Consommation

Marco Plankensteiner - France chapter, in Getting the Deal Through – Vertical Agreements 2019 de avril 2019

« Rules applicable to vertical restraints are set out under article L420-1 et seq of the French Commercial Code. EU antitrust law (ie, article 101 of the Treaty on the Functioning of the European Union) may also be applicable to vertical restraints if they restrict competition within the common market and may affect trade between the EU member states »

Marco Plankensteiner, Pauline Dessèvre et Mathilde Vergnaud - Relations commerciales entre professionnels : ce qui change dès le 26 avril 2019 du 30 avril 2019

« L'ordonnance n°2019-359, adoptée le 24 avril 2019, vient préciser les changements du titre IV du livre IV du Code de commerce voulus par la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 dite Loi EGalim. Parue le 25 avril 2019 au Journal Officiel, l'ordonnance réorganise le livre IV en trois chapitres autour de la transparence dans la relation commerciale, des pratiques commerciales déloyales entre entreprises et des dispositions spécifiques aux produits agricoles et aux denrées alimentaires. Les changements opérés par cette ordonnance doivent être appréhendés dès maintenant par les professionnels au regard de l'entrée en vigueur imminente de ses dispositions »

Conformité et Enquêtes internationales

Noëlle Lenoir, Hélène Bérion, Marco C. Laurita et Anita Maklakova - La protection des lanceurs d'alerte est à présent européenne du 23 avril 2019

« Il y a seulement quelques années, l'alerte professionnelle suscitait bien des réserves en France comme dans la plupart des autres pays européens. Dénoncer des comportements même illégaux de collègues au travail était regardé comme de la dénonciation, et une dénonciation en outre risquée pour les lanceurs d'alerte ; licenciements et sanctions pénales n'étaient pas rares »

Noëlle Lenoir, Alan R. Friedman, Robin Wilcox, Samantha V. Ettari, Hélène Bérion, Marco C. Laurita et Anita Maklakova - The Gauvain Report and Other Recent Legal Developments Reaffirm the Importance of the French Blocking Statute du 5 avril 2019

«The French Blocking Statute has long been criticized for presenting French companies with a dilemma: either choose to comply with the request for disclosure and possibly expose the company or its employees to prosecution in France, or comply with the provisions of the French Blocking Statute and risk jeopardizing the company's or individual's legal positions or interests in proceedings abroad. Despite these tensions, the statute appears to have only been strengthened and revitalized by certain developments in France, the EU and the U.S. — all of which present new extraterritoriality issues and increase the complexities of complying with or resisting foreign discovery »

Noëlle Lenoir, Hélène Bérion, Marco C. Laurita et Anita Maklakova - Anti-money Laundering & Fraud in France, in Lexology du 8 mars 2019

« In terms of combating money laundering and the financing of terrorism, the French regulatory system was previously less developed than in other jurisdictions. The Financial Action Task Force – as part of the French anti-money laundering (AML) and terrorism financing regime – emphasised that there was a lack of technical and human resources in self-regulated organisations entrusted with the task of ensuring compliance with AML and terrorism financing requirements. The Financial Action Task Force also highlighted a significant lack of regulation and supervision of non-financial institutions and professionals. However, in 2016 France significantly enhanced its internal AML and terrorism financing

legal and regulatory framework by transposing the Fourth EU Anti-money Laundering Directive (2015/849/EU). In terms of enforcement, France now has a strict regime with extensive reporting and due diligence requirements, especially in regulated sectors »

Noëlle Lenoir - Femmes et Droit, in La Semaine Juridique n°9-10 du 4 mars 2019

« Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes est aussi lutter contre toutes sortes de violences faites aux femmes »

Corporate

Dana Anagnostou - La mobilisation des biens d'équipement : une source de financement alternatif à moyen terme pour les entreprises industrielles, in Le Magazine des Affaires - Private Equity du 8 mars 2019

« La crise financière de 2008 et les difficultés rencontrées par les entreprises pour trouver des ressources financières à long terme ont poussé ces dernières à recourir à des financements alternatifs comme la location financement. En France, 38% des financements des actifs industriels stratégiques sont financés par le biais de ce type de montage. Leur succès résulte en partie de l'inadaptabilité croissante des financements traditionnels aux PME et ETI, bien qu'ils soient leur principale source de financement. En effet, l'octroi d'un prêt bancaire repose entièrement sur le risque de crédit de l'entreprise et les garanties qu'elles peuvent apporter. Par ailleurs, les exigences imposées aux banques par les normes Bâle II limitent significativement les possibilités d'offrir des maturités longues »

Assurance-Réassurance

Gilles Kolfrath et Gaëlle Libouban - Panorama de Jurisprudences Janvier / Avril du 3 avril 2019

« La surveillance d'un assuré par les détectives d'un assureur ne constitue pas une atteinte au droit à la vie privée (CEDH, 11 déc. 2018, n° 17331/11, Elvir Mehmedovic et Elina Mehmedovic c/ Suisse) »

Fiscalité

Gilles Saint Marc et Dorothée Chambon - Les enjeux de la structuration fiscale des SFS, in L'Agefi Hebdo du 18 avril 2019

« La SFS apparaît comme un remède miracle aux frottements fiscaux induits par les investissements à l'étranger »

Mars-Avril 2019 – Séminaires

- 14/03/2019 - **Colloque national - Blockchains et compétences : développer les talents, protéger les professionnels** – H. de Vauplane
- 19-20/03/2019 - **Africa Sukuk Conference** – H. de Vauplane
- 21/03/2019 - **Les Jeudis du RGPD_#1 Le RGPD, là où vous ne l'attendez pas toujours : les opérations de M&A, le courtage en assurance** – N. Lenoir, A. Paszkiewicz, J-M Desaché, G. Kolifraith, E. David
- 21/03/2019 - **Conférence Aspim - Vente rapide et OPCI : du risque fiscal au risque pour la société de gestion** – A. Guérin et P. Le Jeune
- 26/03/2019 - **Blockchain Tchai Community Diner** – H. de Vauplane
- 04/04/2019 - **44th Annual Meeting -The Islamic Development Bank Group (IsDBG) - The role of digital transformation in "restyling" the Islamic finance industry** – H. de Vauplane
- 11/04/2019 - **Petit-déjeuner débat Financement Participatif France : Les enjeux de la Réglementation européenne à venir** – H. de Vauplane et R. Feldman
- 16/04/2019 - **Paris Blockchain Week Summit - Kramer Levin Workshop : Investment in crypto : fund or platform** – H. de Vauplane et V. Charpiat
- 18/04/2019 - **Blockchain Summit 2019** – H. de Vauplane
- 18/04/2019 - **Petit-déjeuner AEDBF France - Des crypto-monnaies aux crypto-actifs, état du droit** – P. Storrer
- 25/04/2019 - **Séminaire : Le contrôle des concentrations économiques**
M. Plankensteiner
- 18/04/2019 - **Les Jeudis du RGPD_#2 Retour d'expérience : RGPD dans la banque et dans l'assurance** – G. Kolifraith et E. David

Prochainement...

- 20/05/2019 – **Conférence « Les nouvelles frontières de la gestion de patrimoine »** – H. de Vauplane
- 21/05/2019 - **Table-ronde : Crypto actifs, quel avenir pour ce nouvel univers d'investissement ?** - H. de Vauplane
- 22/05/2019 – **Petit-déjeuner « Un an de décisions de sanctions AMF en matière de distribution de produits financiers »** – H. Bouchetemble, Th. Bonneau, V. Barat, R. Jouaneton et Denis de la Burgade
- 20/06/2019 – **Petit-déjeuner « Actualité – Produits Dérivés et ISDA French Law »** – G. Kolifraith, J. Blanchet et L. Sharkey
- **RGPD et rôle de DPO** – G. Kolifraith et E. David

Contacts

Dana Anagnostou

Associée
danagnostou@kramerlevin.com

Hugues Bouchetemble

Associé
hbouchetemble@kramerlevin.com

Jean-Marc Desaché

Associé
jmdesache@kramerlevin.com

Reid Feldman

Associé
rfeldman@kramerlevin.com

Arnaud Guérin

Associé
aguerin@kramerlevin.com

Gilles Kolifrath

Associé
gkolifrath@kramerlevin.com

Noëlle Lenoir

Associée
nlenoir@kramerlevin.com

Antoine Paszkiewicz

Associé
apaszkiewicz@kramerlevin.com

Marco Plankensteiner

Associé
mplankensteiner@kramerlevin.com

Gilles Saint Marc

Associé
gsaintmarc@kramerlevin.com

Hubert de Vauplane

Associé
hdevauplane@kramerlevin.com

Virginia Barat

Counsel
vbarat@kramerlevin.com

Eric David

Counsel
edavid@kramerlevin.com

Dorothee Chambon

Counsel
dchambon@kramerlevin.com

Paméla Le Jeune

Counsel
plejeune@kramerlevin.com

François Poudelet

Counsel
fpoudelet@kramerlevin.com

Pierre Storrer

Counsel
pstorrer@kramerlevin.com

Thierry Bonneau

Consultant
thbonneau@kramerlevin.com

Jérôme Blanchet

Avocat
jblanchet@kramerlevin.com

Hélène Bérion

Avocate
hberion@kramerlevin.com

Victor Charpiat

Avocat
vcharpiat@kramerlevin.com

Pauline Dessèvre

Avocate
pdessevre@kramerlevin.com

Mathieu Hejduk

Avocat
mhejduk@kramerlevin.com

Rémi Jouaneton

Avocat
rjouaneton@kramerlevin.com

Marco C. Laurita

Avocat
mclaurita@kramerlevin.com

Gaëlle Libouban

Avocate
glibouban@kramerlevin.com

Anita Maklakova

Avocate
amaklakova@kramerlevin.com

Linda Sharkey

Avocate
lsharkey@kramerlevin.com

Mathilde Vergnaud

Avocate
mvergnaud@kramerlevin.com